
L'école demande une vraie réforme

ÉCOLE L'appel d'une trentaine d'associations

Les constats sont anciens. On les connaît. Et on les rumine à longueur de temps et de colonnes.

Les constats ?

L'école belge détient le record (du monde) de l'échec – à l'âge de 15 ans, un élève sur deux a redoublé au moins une fois. Aussi, et comme l'a rappelé cette semaine l'association Appel pour une école démocratique (Aped), l'école francophone se singularise par son iniquité (*Le Soir* de mercredi).

Et quoi ?

Le politique est pusillanime. Il réforme, mais en douceur – on lance des expériences (des projets-pilotes) que l'on tente de généraliser ensuite. C'est bien. C'est sans doute efficace. Mais c'est lent. Et les constats demeurent : on buse à tout va.

Vendredi, une série d'acteurs se sont réunis à Bruxelles pour inviter le politique à arrêter les retouches et à entreprendre une véritable refonte de l'école.

Un mot sur ces acteurs : c'est du lourd – telle est la force de l'appel. On y retrouve 29 associations (Aped, Changement pour l'égalité, la Ligue des familles, la Ligue des droits de l'homme, la Ligue des droits de l'enfant, le Mouvement ouvrier chrétien, etc.). L'appel émane aussi des syndicats (la CGSP-Enseignement, la CSC-Enseignement, le Sel-Setca mais aussi, et ce n'est pas banal, les interprofessionnelles FGTB et CSC).

L'initiative est enfin épaulée par quelques « noms » dans le domaine de la pédagogie (Marcel Crahay et Dominique Lafontaine de l'ULg, Marc Demeuse de l'Umons, Bernard Delvaux, Vincent Dupriez et Benoît Galand de l'UCL).

Que souhaitent, pratiquement, les auteurs de cet appel ? Ils demandent donc une « refondation » de l'école. Ils prient le prochain gouvernement de la Communauté française « *d'évaluer objectivement ce qui a été fait et d'identifier les freins au changement* ». Ils souhaitent que la prochaine majorité organise un débat avec les acteurs scolaires « *en levant les tabous qui empêchent toute évolution globale du système* ». Quels tabous ? Les signataires en font l'inventaire. Ils évoquent le « *quasi-marché scolaire, la complexité du système scolaire en particulier du fait des réseaux, la hiérarchisation des filières (général, technique, professionnel, NDLR), les modes d'évaluation des élèves, des professionnels et du système, le temps scolaire des enseignants et des élèves* ».

Le politique est ensuite invité à « *présenter un projet global concerté et cohérent pour l'enseignement obligatoire et la formation des enseignants* ». Et à « *planifier la mise en œuvre de ce projet sur deux législatures au moins et d'en assurer la pérennité* ». ■

PIERRE BOUILLON